



la Lettre d'ENSEMBLE!

Un an après, Samuel Paty

Le 16 octobre 2020, un professeur d'histoire était assassiné par un terroriste islamiste pour avoir défendu en classe la liberté d'expression à propos des caricatures de Mahomet et des crimes commis contre l'équipe de Charlie.

C'était un acte contre la liberté d'expression et l'école laïque, c'est-à-dire certains des acquis les plus précieux que les luttes de la gauche ont permis dans ce pays. Un acte fasciste, pour tout dire.

Nous l'avons condamné avec force, tout en rappelant qu'il ne devait pas servir à discriminer les musulman.es, comme certains en furent tentés. Comme l'extrême droite le voudrait.

Garder en mémoire cet assassinat doit constituer pour les progressistes un engagement à défendre la laïcité, soutenir les enseignant.es et agir contre le racisme anti-musulman.es. En rappelant que la laïcité, liberté de ne pas croire, est aussi là pour protéger les adeptes des religions minoritaires.

Nous contacter :

✉ contact@ensemble-fdg.org

f @Ensemblefrontdegauche

🐦 @Ensemble_FdG

17 octobre 1961 : une mémoire pour demain



Il y a 60 ans, le 17 octobre et les jours suivants, dans Paris et sa banlieue, plus d'une centaine d'Algériens étaient assassinés, parfois noyés dans la Seine. Ils avaient pour seul tort d'avoir manifesté à l'appel de la Fédération de France du FLN contre le

couvre-feu qui leur était imposé. Quelques mois plus tard, l'Algérie devenait enfin indépendante, après une guerre de 8 ans. A noter que, à quelques exceptions près, la gauche ne réagit guère, alors qu'elle fut massivement dans la rue en février 1962 après les 9 morts de Charonne.

Les assassinats commis étaient réalisés sous l'autorité du préfet de police Maurice Papon, dont on saura plus tard qu'il avait, à Bordeaux, pendant la Seconde Guerre mondiale, livré des centaines de Juifs aux nazis. Il fut couvert par les plus hautes autorités de l'Etat. Pendant des années, la version officielle fut que des affrontements entre Algériens avaient fait 3 morts... Puis, des travaux d'historiens rendirent cette thèse insoutenable.

A la lenteur de l'escargot, les prises de position des gouvernants évoluèrent donc, au gré des changements politiques. Macron vient d'accentuer cette évolution en reconnaissant des « crimes inexcusables commis sous l'autorité de Maurice Papon ». Dont acte. La vérité finit toujours par s'imposer et les efforts opiniâtres des associations et mouvements qui se manifestent chaque année l'ont permis. Mais, ce combat n'est pas terminé. La revendication de nommer le crime d'Etat qui eut alors lieu n'est pas satisfaite. En effet, c'est l'Etat et sa police qui agirent ce jour-là et qui tentèrent ensuite de dissimuler le crime. Il conviendrait aussi que les historiens disposent de toutes les archives sur cet événement. Et que soit institué un lieu de mémoire du 17 octobre 1961.

Le combat pour la mémoire continue donc et il est essentiel. En effet, les enfants de celles et ceux qui manifestèrent le 17 octobre sont victimes aujourd'hui d'un racisme, notamment policier, racisme qui peut conduire à des assassinats. Les séquelles de la colonisation sont encore présentes et nourrissent l'extrême droite. C'est pourquoi il est essentiel de poursuivre le combat pour la vérité. C'est un combat pour le vivre ensemble dans la France d'aujourd'hui contre les semeurs de haine.

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

France et Algérie

De fautes politiques en avancées, un passé qui ne passe pas

Avec la cérémonie sous le pont de Bezons, et la publication d'un texte explicatif portant reconnaissance « des crimes commis cette nuit là (le 17 octobre 1961) inexcusables pour la République », - le massacre de plus d'une centaine d'Algériens manifestant à Paris contre le couvre-feu illégal qui leur était imposé – une avancée, qu'il conviendrait d'amplifier, vient d'être effectuée par le Président de la République. Mais compte tenu du contexte de crispation récent, il est permis de s'interroger sur l'accueil qu'Alger réservera à ce pas en avant consistant à assumer par la France des crimes commis durant la colonisation en Algérie ?



Le 30 septembre en effet, devant des jeunes appartenant à des familles concernées par la guerre d'Algérie, Macron avait dénoncé « un système politico-militaire construit sur une rente mémorielle » et mis en cause l'existence d'une « nation algérienne » avant la colonisation.

Comment expliquer un tel dérapage ? Surtout venant d'un Président qui avait qualifié la colonisation de « crime contre l'humanité », avait multiplié les gestes destinés à réconcilier les mémoires – avec, entre autres, la reconnaissance de l'assassinat de Maurice Audin et d'Ali Boumendjel par l'armée française – et qui avait commandé à Benjamin Stora un rapport sur la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie.

Au-delà de cette conjoncture et des autres sujets d'irritation, il faut souligner que les relations franco-algériennes depuis l'indépendance se sont traduites, sur fond d'extrême sensibilité, par une alternance d'avancées et de reculs. Car deux positions s'opposent radicalement. D'un côté, celui des gouvernements algérien, une exigence de « repentance », de l'autre, celui du gouvernement français, une politique de petits pas. C'est ce différend récurrent que fait résonner cette stupide sortie. Que les questions soulevées par Macron, puissent être des objets d'histoire, c'est possible, mais là n'est pas la question !

Mais qu'un Président de la République, dans l'exercice de ses fonctions, s'ingérant dans ses affaires intérieures puisse ainsi donner une leçon d'histoire à un État souverain n'est pas admissible ! Pire ce Président n'est pas le Président de n'importe quel État, mais celui de l'ancienne puissance responsable d'une colonisation particulièrement dure pour les colonisés ! Et une colonisation encadrée de plus par deux guerres particulièrement meurtrières (conquête et guerre d'indépendance) ! Que l'ancien colonisateur fasse ainsi la leçon à l'ancien colonisé ne saurait s'autoriser des avancées accomplies par ailleurs. C'est absolument inexcusable !



**Dans quelques jours, l'Université d'automne
d'Ensemble !
C'est du 23 au 26 octobre, à La Londe-les-Maures
(dans le Var).**

3 jours où on va pouvoir enfin se retrouver, pour réfléchir et débattre... Ensemble !

En toute convivialité... On parlera de la situation politique, en s'appuyant sur la situation en PACA, terre de contrastes : la menace des extrêmes droites, mais aussi les mobilisations sociales... Et la solidarité pour l'accueil des migrants.

A la veille de 2022, on échangera aussi entre forces de la gauche et écologistes.

Mais aussi de beaucoup d'autres thèmes. Par exemple les questions stratégiques, les langues régionales, et côté controverses des Lumières, de l'universalisme, de la laïcité, de l'antiracisme...

PACA et la France donc, mais pas que... Avec nos amis de la CUP catalane et d'Anticapitalistas que de questions à débattre !

La Nouvelle Calédonie / Kanaky est au programme. Et aussi la Palestine, à chaque fois avec nos invités...

Si vous n'êtes pas encore inscrit, il y a urgence !
Un lien de contact : ensembleuda2021@orange.fr

